

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Irak

N° 518 du 28.07 au 28.09.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Irak" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

d) Sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

e) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

f) et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_irakiens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à part :

Morice : Le rapport ignoré pendant cinq ans qui condamne un crime abominable.

Guerres américaines au P-O en dix ans : 225 000 morts et 3700 milliards de \$.

AFP : Irak, Afghanistan: 30 Mds\$ gaspillés.

Gilles Munier : Une révolution arabe occultée.

Alkhbar : Le pétrole de l'Irak : l'histoire d'un vol inimaginable

Les troupes américaines ont besoin d'une immunité pour rester en Irak.

Dommages Collatéraux... le Pentagone prolonge

K. Selim : La retraite des assassins

1 La résistance contre l'agresseur

b) Occupation : Analyse & déclaration

2 Politique - Irak

Maliki

Nouri al-Maliki va signer un accord pour le maintien de troupes américaines dans son pays...

b) Les grandes manœuvres

Moqtada al-Sadr rejette toute présence américaine après 2011

c) Sur le terrain

L'Irak va négocier avec les Etats-Unis le maintien de "formateurs"

b) Des occupants

Usa

Extension ?

Une série d'attaques frappe plus d'une quinzaine de villes...

3 Lutte pour la libération du territoire

L'Irak en chiffres (depuis le début de la guerre de conquête en mars 2003)

4 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

4-1 Wikileaks et Cantona servent-ils à quelque chose?

5 Les brèves

5-1 L'Irak récupère 216 millions de dollars en France et au Koweït.

6 Dossier & Point de vue

6-1 Guy Delorme : Syrie/Irak/Iran : Un gazoduc très politique.

6-2 Total sera jugé pour corruption en Irak.

6-3 LEMONDE.FR, Reuters : La participation de la Grande-Bretagne à l'invasion de l'Irak était liée aux intérêts des firmes pétrolières britanniques.

Tiré à part :

Morice : Le rapport ignoré pendant cinq ans qui condamne un crime abominable.

[Tribune Libre](#) >

Je vous l'ai dit à plusieurs reprises : on a commis des crimes de guerre et on a cherché à en masquer certains, en Irak comme en Afghanistan.

Aujourd'hui, l'une des pires exactions du genre vient d'être révélée.

On sait aujourd'hui comment ça s'est passé.

Et ce n'est certes pas à l'honneur de ceux qui ont pu faire ça.

Il faudra qu'un jour la clique de Cheney, de Rumsfeld et de Bush rende compte de ses crimes de guerre, sinon de crimes contre l'humanité comme on peut aisément le faire pour les deux attaques sur Faludjah et l'emploi lors de ces assauts d'armes prohibées par l'ensemble des nations civilisées. Aujourd'hui, cinq ans après les faits, l'Irak elle-même, mise sous pression par les révélations de Wikileaks, vient de demander à réouvrir un dossier que l'on avait soigneusement enterré avec les victimes, dont cinq enfants en bas âge, abattus comme des animaux par des soldats US.

C'est l'envoyé de l'ONU, Philip Alston, venu enquêter sur de possibles crimes de guerre, qui vient de rédiger un mail à l'adresse de plusieurs journaux qui nous explique une nouvelle fois les faits. Ils sont atroces. Il était venu enquêter 12 jours à peine après les faits, mais on n'apprend qu'aujourd'hui ses conclusions, qui ont donc bien été étouffées depuis. Le 15 mars 2006, des soldats américains, en s'approchant d'une maison d' Ishaqi, tout près de Tikrit, appartenant à un fermier, Faiz Harat Al-Majmae, pris selon eux sous un tir, ont investi en trombe la maison et ont arrêté tous ses occupants, en les menottant, selon les témoignages recueillis, dont celui d'Ibraheem Hirat Khalaf, le propriétaire de la maison, qui avait tout vu, habitant à une centaine de mètres de là à peine. L'histoire en était resté là : on avait retrouvé de petits corps d'enfants, mais ils avaient été jugés comme étant les victimes collatérales du bombardement, placés donc dans la catégorie "peanuts" habituelle pour l'administration américaine : 11 morts de plus, dont on avait les identités exactes, cependant. Un journaliste, Matthew Schofield du journal Knight Ridder en avait dressé la liste précise, avec les âges. Un vieillard de 75 ans, Turkiya Muhammed Ali, cinq personnes de plus de vingt ans, Faiza Harat Khalaf, 30 ans, Faiz Harat Khalaf, 28 ans, Um Ahmad, 23 ans, Sumaya Abdulrazak, 22 ans et Aziz Khalil Jarmoot, 22 ans et cinq enfants de 6 mois à 5 ans : Hawra Harat Khalaf, 5 ans, Asma Yousef Maruf, 5 ans, Osama Yousef Maruf, 3 ans, Aisha Harat Khalaf, 3 ans et Husam Harat Khalaf, un bébé de 6 mois. Selon le témoin de la scène, après les coups de feu, les hélicoptères avaient tiré six missiles sur la maison pour la réduire en morceaux.

On en serait resté là, si Alston n'avait pas enquêté plus loin sur cet étrange bombardement après des arrestations d'enfants et d'adultes. Ce qu'il allait découvrir et resurgir cinq ans après les faits était innommable. En recueillant notamment les dires du Lt. Col. Farooq Hussain, de la police irakienne, qui lui avait confirmé l'horreur. Ce dernier lui a en effet révélé que toutes les victimes avaient bien été menottées (les adultes) mais qu'elles avaient toutes été tuées chacune d'une balle dans la tête. Un journaliste de Reuters, Amer Amery, lui ayant confirmé que "l'autopsie avait été effectuée à l'hôpital de Tikrit et qu'elle avait trouvé que toutes les victimes avaient des blessures par balles à la tête". Les corps, retrouvés les mains liées, "avaient été jetés dans une pièce avant que la maison ne soit détruite", avait déclaré Hussain. "La police avait même retrouvé les cartouches employées par les soldats US dans les décombres." On est en face de la révélation d'un crime de guerre manifeste, révélé aujourd'hui cinq ans après les faits, bien que dès le mois de mars 2006, cette histoire avait été décrite telle quelle lors d'une émission de radio aux USA, faite par le mouvement Democracy Now. Cinq ans que l'on savait, et cinq ans que les médias US s'étaient tus. Alors que l'on disposait également d'un reportage filmé et de photos de l'événement ! Et même de deux reportages ! Le 2 juin 2006, la BBC avait diffusé une deuxième prise vidéo du massacre, qui selon elle, mettait déjà en cause la version officielle : y était rappelé au passage le massacre d'Haditha, qui avait fait, rappelons-le 24 victimes. Cette fois-ci, il y en avait 11, dont cinq enfants. La BBC mettait déjà en cause le fait que la maison se serait effondrée à la suite d'un échange de tir nourri, la première version donnée par les américains de l'événement. En 2006, pourtant, la presse avait bien relaté les faits.

Même le Figaro en avait fait part, et de façon fort correcte : "Un nouveau scandale guette l'armée américaine. Après les révélations sur le massacre d'Haditha, la BBC diffuse depuis jeudi soir les images de onze cadavres, adultes et enfants, tués dans le village d'Ishaqi, situé à 100 kilomètres au nord de Bagdad. Selon la police irakienne, ils auraient été délibérément abattus par les troupes américaines le 15 mars. Toujours selon la chaîne britannique, qui cite un porte-parole des forces américaines en Irak, Washington a ouvert une enquête. La BBC affirme avoir reçu cette vidéo d'un groupe sunnite opposé à la présence des forces américaines en Irak et estime que ces images contredisent la version officielle des événements, élaborée par les Etats-Unis. Selon les représentants des forces américaines en Irak en poste au moment des faits, quatre civils irakiens seraient morts après une fusillade impliquant des soldats américains qui recherchaient un militant d'al-Qaida signalé dans une maison d'Ishaqi. Selon les militaires américains, ces civils seraient morts dans l'écroulement de leur maison, sous l'effet de la fusillade. Dans cette version officielle des faits, les victimes sont un militant présumé d'al-Qaida, deux femmes et un enfant. Mais selon un rapport de la police irakienne cité par la BBC, les troupes américaines auraient délibérément tué onze personnes dans cette maison, dont cinq enfants et quatre femmes, avant de faire exploser le bâtiment. Sur les images diffusées par la chaîne, on aperçoit plusieurs corps, dont ceux de trois enfants. L'un d'entre eux est couvert de sang. Pour la BBC, les images montrent clairement que les adultes et les

enfants ont été tués par balles". Pourquoi donc ce texte, très précis, était-il tombé dans l'oubli depuis 2006 ? C'est encore un des télégrammes interceptés par Wikileaks qui a rappelé aux irakiens les faits. Mais la BBC n'avait pas plus été écoutée que les autres. La raison ? Les sources qu'elle avait utilisées : "la bande vidéo obtenue par la BBC montre un nombre d'adultes et d'enfants morts sur le site avec ce que notre rédacteur en chef des affaires extérieures, John Simpson, affirme être clairement des blessures par balles. Les photos proviennent d'un groupe extrémiste sunnite opposée aux forces de la coalition". Planait sur le document le spectre de la fabrication : en fait il était brut de décoffrage et nullement retouché. Le bombardement de la maison avait donc été décidé pour camoufler les crimes. Pourquoi ne l'apprend-t-on qu'aujourd'hui ? L'enquêteur de l'ONU nous a donné depuis sa version : selon lui, a-t-il déclaré dans un courriel adressé à une chaîne de journaux, c'est "le fait que le système complexe de communications qui est en place à l'ONU empêche le Human Rights Council d'assurer le suivi lorsque des États ignorent les questions soulevées avec eux." Les États-Unis, qui savaient douze jours après qu'ils avaient commis un atroce crime de guerre, auront réussi à le cacher cinq ans, en empêchant sa divulgation. En plus du premier crime, il en a bien un second, celui d'avoir tout fait pour qu'on l'ignore.

Erreur ! Nom du fichier non spécifié.

Exactement comme en Afghanistan, avec le cas Steven Dale Green qui avait assassiné la petite Abeer Qassim Al-Janabi et toute sa famille, ou en Afghanistan, à Kunduz, notamment, où on a massacré en masse en offrant après quelques dollars en compensation. On attend toujours qu'un tribunal pénal international se décide à juger les véritables responsables de ces crimes abominables. Ce n'est pas tout de mettre la main sur le cœur, encore faut-il assumer ne pas savoir s'en servir (*).

PS : Je m'étais toujours jusqu'ici promis de ne pas mettre des photos de cadavres dans mes articles afin de ne pas provoquer une compassion déplacée. Cette fois-ci, je vous l'avoue, la coupe est pleine, et c'est un homme révolté qui revient sur ce qu'il avait pu décider jadis : cette fois, trop, c'est trop !

(*) à ce propos, il y en a un au moins qui commence à se poser des questions sur son sort

lundi 5 septembre

[Morice](#)

Guerres américaines au P-O en dix ans : 225 000 morts et 3700 milliards de \$.

Les guerres que les États-Unis ont provoqué depuis le 11-Septembre ont causé la mort d'au moins 225 000 personnes et entraîné un coût d'au moins 3700 milliards de dollars, selon une étude américaine publiée cette semaine par l'université Brown.

Les chercheurs, dirigés par les Pr Neta Crawford et Catherine Lutz, se sont penchés sur les guerres en Irak, en Afghanistan ainsi que sur la campagne anti-terroriste menée au Pakistan.

Selon eux, "une estimation extrêmement prudente du bilan des victimes directes de ces guerres s'élève à ce stade à 225 000 morts et environ 365 000 blessés".

Le nombre de soldats tués est ainsi de 31 741 selon ce rapport, dont environ 6000 Américains, 1200 soldats alliés, 9900 Irakiens, 8800 Afghans, 3500 soldats pakistanais ainsi que 2300 membres de sociétés militaires privées !

Une majorité de victimes civiles

Les civils paient le plus lourd tribut: 172 000 morts (125 000 Irakiens, 35 000 Pakistanais et 12 000 Afghans).

Les chercheurs n'évaluent en revanche qu'entre 20 000 et 51 000 le nombre total d'résistants éliminés.

Quelque 168 journalistes et 266 travailleurs humanitaires ont par ailleurs été tués depuis que les États-Unis se sont engagés dans ces pays dans la "guerre contre le terrorisme".

Ces conflits ont engendré un flot massif de réfugiés et de personnes déplacées de plus de 7,8 millions de personnes, surtout en Irak et en Afghanistan.

Le coût cumulé de ces guerres est faramineux si l'on en croit cette étude: au minimum 3700 milliards de dollars, ce qui représente le quart de la dette américaine.

02/07/2011

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=21686&cid=13&fromval=1&frid=13&seccatid=15&s1=1>

AFP : Irak, Afghanistan: 30 Mds\$ gaspillés.

Une gestion hasardeuse des contrats passés par le Pentagone dans le cadre des conflits en Irak et en Afghanistan, avec les sociétés de sécurité privées par exemple, a entraîné un gaspillage de 30 milliards de dollars, affirme une commission d'enquête du Congrès américain. En outre, ces erreurs de gestion ont miné l'image des États-Unis à l'étranger et encouragé la corruption dans ces deux pays, indique la commission sur les contrats en temps de guerre, où figurent des républicains comme des démocrates, qui remettra un rapport sur la question mercredi au Congrès.

"Des dizaines de milliards de dollars du contribuable ont été gaspillés en raison d'un manque de planification, de demandes imprécises et fluctuantes, de mises en concurrence inadaptées, de critères insuffisants de contrôle et de surveillance", indiquent les deux coprésidents de la commission, Christopher Shays et Michael Thibault, dans une tribune publiée dimanche dans le Washington Post. Les deux hommes évoquent également des problèmes de coordination entre les nombreuses agences gouvernementales américaines mais aussi les comportements fautifs ou négligents d'employés fédéraux comme des contractants. "Le gouvernement et les contractants doivent faire mieux", disent-ils.

L'armée américaine s'est énormément appuyée sur les contractants tiers, en particulier les sociétés de sécurité privées, au cours de la dernière décennie. "Les Etats-Unis dépendent trop des contractants", estiment MM. Shays et Thibault, prévenant que 30 autres milliards de dollars, voire plus, pourraient être gaspillés si les gouvernements afghan et irakien "ne sont pas capables ou ne veulent pas soutenir les projets financés par des fonds américains après la fin de nos interventions".

29/08

AFP

Gilles Munier : Une révolution arabe occultée.

Le tour révolutionnaire que pourraient prendre les « Printemps arabes » suscite l'inquiétude des impérialistes occidentaux. De crainte que la contagion ne s'étende à tous les régimes autocratiques pro-américain, l'opposition au Bahreïn et à Oman a été étouffée et la Libye bombardée. La Syrie est dans la ligne de mire.

En Irak, la chape de plomb médiatique qui s'est abattue sur la révolution arabe - et kurde - permet à Nouri al-Maliki et Massoud Barzani de réprimer sauvagement la contestation.

Depuis le 30 janvier 2011, de Bassora à Soulinaniya - Kurdistan irakien - en passant par Mossoul et la Place Tahrir de Bagdad, des dizaines de milliers d'Irakiens défilent presque tous les vendredis en criant: « Maliki dégage ! », « Barzani, dégage ! », « Non à l'occupation ». La presse internationale a d'abord rendu compte des manifestations et de leur répression sanglante, puis s'est tue, brusquement. Cela a permis au Premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, calfeutré derrière les murs fortifiés de la Zone verte, de déclarer que l'Irak est « la région la plus sûre du monde arabe ». Autrement dit, à l'attention des journalistes curieux : « Circulez, il n'y a rien à voir... ».

Le Pew Research Center (PRC), qui recense les sujets traités dans les médias, a constaté qu'aux Etats-Unis, entre le 31 janvier et le 6 février dernier, 56% d'entre eux étaient consacrés aux troubles dans les pays arabes dont l'Irak, mais qu'ils n'étaient plus que 12% fin avril. Concernant l'Irak, les articles ne portaient que sur les attentats, alors que des manifestations se déroulaient régulièrement. « Cela donne une vision très déformée du pays », conclut le think tank.

Crime cybernétique

Faute de couverture des événements, les chercheurs se rabattent sur des agences irakiennes indépendantes comme Awsat al-iraq ou, pour le Kurdistan, sur les sites Rudaw.net ou KurdishMedia.com. Une des principales sources d'information sur le développement de la contestation en Irak est la page Facebook de la « Grande révolution irakienne », mais peut-être plus pour longtemps. En effet, le gouvernement s'apprête à assimiler à un « crime cybernétique » la diffusion sur Internet de messages appelant à manifester, ou qui rendent compte des rassemblements anti-gouvernementaux, arguant que cela trouble l'ordre public et peut déboucher sur une « rébellion armée ». Les contrevenants risqueront... la prison à vie et de 25 à 50 millions de dinars d'amende (16 250 à 32 500 euros). Pas impressionnés pour autant, plus de 36 000 personnes se sont inscrites sur les réseaux sociaux pour participer au prochain grand rassemblement contestataire, baptisé Aube de la libération, qui se tiendra le vendredi 9 septembre prochain sur la Place Tahrir à Bagdad et dans les gouvernorats. Ses organisateurs, outre La Grande révolution irakienne, sont entre autre l'Alliance du 25 février, le Mouvement populaire pour sauver Kirkouk et les Etudiants et organisations de jeunesse de l'Irak libre. Qui en a entendu parler, au moment où les médias gavent leurs lecteurs d'extraits de déclarations mensongères du Conseil national de transition libyen et de communiqués invérifiables d'organisations syriennes inconnues ? En mai, dans son discours consacré aux révolutions arabes, le président Obama ne s'est évidemment pas offusqué que l'Arabie, les émirats du Golfe et l'Irak soient parmi les pays les moins démocratiques au monde.

Menace intérieure

Les « 100 jours » que s'était donné Nouri al-Maliki, fin février, pour améliorer les services publics, réduire le chômage et éradiquer la corruption, n'étant que de la poudre aux yeux, début juin il ne restait plus aux Irakiens qu'à manifester à nouveau leur colère. Human Right Watch (HWR) affirme qu'à Bagdad, le vendredi 10 juin, des nervis pro-Maliki armés de planches, de couteaux et de tuyaux en fer ont battu et poignardé des manifestants, agressé sexuellement des femmes participant à la manifestation. Cent cinquante policiers et militaires en civil infiltraient le rassemblement. Les 17 et 24 juin, les forces de sécurité présentes pour protéger les contestataires, aidaient ouvertement les voyous.

Au Kurdistan, où règnent en force le népotisme et la corruption, les affrontements sont des plus violents. Parmi les nombreux tués : Swrkew Qaradaxi, un jeune de 16 ans abattu en février à Soulimaniya par les miliciens barzanistes, et devenu le symbole de la contestation. Son père, ancien peshmerga, accuse la clique dirigeante de tirer sur son propre peuple pour garder le pouvoir : « Saddam Hussein était un ennemi extérieur au Kurdistan », dit-il, « mais maintenant nous en avons un à l'intérieur: le gouvernement kurde tue les Kurdes. C'est bien pire ». Amnesty International demande aux autorités régionales d'enquêter sur attaques visant les défenseurs des droits humains : fusillades, enlèvements, tortures.

Le projet gouvernemental ubuesque de parquer les contestataires dans trois stades de Bagdad - au nom du droit à manifester sans gêner les commerçants (!) - n'était pas réalisable. En cas de troubles graves - c'est-à-dire mettant en danger la Zone verte - Nouri al-Maliki qui truste les fonctions de ministre de la Défense et de président du Conseil national de sécurité, s'est assuré en mars dernier du soutien du général kurde Babacar Zebari, chef d'Etat major de l'armée. Ce dernier, favorable au maintien de troupes américaines en Irak, se dit prêt à affronter n'importe quelle menace... intérieure.

Alkhbar : Le pétrole de l'Irak : l'histoire d'un vol inimaginable

En Irak, les chiffres des ventes de pétrole sont trompeurs. Alors qu'ils ont atteint des records inégalables, le citoyen irakien est hélas celui qui en profite le moins. Les premiers profiteurs sont bien entendu les Américains, suivis par des parties irakiennes corrompues, de main avec les envahisseurs.

L'ex-ministre irakien de pétrole, Issam Tchalabi a dit que les ventes de pétrole durant les 8 dernières années ont dépassé de loin ses ventes tout au long de 80 ans, avec un montant de 289 milliards de dollars, n'incluant pas les comptes gelés de l'ex-président irakien Saddam Hussein.

Durant leur invasion de l'Irak, les Américains ont détruits totalement ou partiellement presque toutes les institutions étatiques irakiennes, à l'exception du ministère du pétrole. Bien au contraire, une unité des Marines a été chargée de le surveiller et d'empêcher les Irakiens de s'en approcher. « Sacro-saint » l'ont alors appelé les Irakiens.

Dans un premier temps, les américains profitèrent de l'absence de compteurs dans les ports pétroliers situés au sud du pays pour imposer leurs estimations du pétrole exporté. Aucun responsable irakien ne s'étant chargé de s'informer si ces compteurs ont été arrachés avant ou après l'invasion...

Selon des experts, le vol de pétrole se faisait via trois moyens :

En manipulant les chiffres des exportations de la part des fonctionnaires américains eux-mêmes, et sous la supervision des autorités militaires et civiles de l'occupation

En doublant le coût des opérations de réinstallation ou de réparation des installations pétrolières irakiennes prise en charge par les sociétés américaines.

En faisant payer aux Irakiens les prix exorbitants des produits manufacturés que les occupants importaient du Koweït

Le montant des fonds irakiens dérobés par les forces de l'occupation est astronomique. Comme en témoignent les propos d'un enquêteur américain chargé d'enquêter sur cette affaire, lequel signale que dans une seule affaire parmi tant d'autres « 7 milliards de dollars des rentrées pétrolières consacrées à la reconstruction ont été dérobés ». Les Américains expliquent l'inefficacité de leurs efforts pour les retrouver par « l'hésitation des Irakiens à collaborer avec la commission d'enquête ». Laissant entendre que des parties irakiennes sont impliquées avec des parties américaines dans le partage du montant de ces vols, qualifiés par l'inspecteur général américain pour le programme de reconstruction de l'Irak, Stuart Boyne, comme « l'un des crimes financiers les importants dans l'histoire des Etats-Unis ».

Dans des rapports américains, il est écrit que les petits voleurs américains parmi les entrepreneurs et les hommes politiques hauts placés, « se sont emparés de dizaines de millions de dollars via les pots de vin et les transactions illicites durant les jours chaotiques qui suivirent l'invasion, tout en prétendant que ce sont des responsables irakiens qui s'accaparaient la part la plus importante de ces sommes ».

Personne ne sait jusqu'à présent comment les gouvernements irakiens qui se sont succédé dépensent les rentrées pétrolières. Personne ne sait à quel point ils sont libres de les utiliser.

Sachant que depuis l'embargo imposé contre l'Irak, et qui n'a pas encore été suspendu, et depuis la chute de Saddam, les accords onusiens contraignent l'Irak à placer ses rentrées pétrolières dans une caisse spéciale, « la caisse de développement de l'Irak », c'est-à-dire dans la Banque fédérale de New York.

Il découle l'Irak n'a aucune souveraineté sur ces fonds, d'autant plus il est sous le coup du septième chapitre des Nations Unies....

A SUIVRE

Source : Alkhbar

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=29916&cid=20&fromval=1&frid=20&seccatid=29&s1=1>

Les troupes américaines ont besoin d'une immunité pour rester en Irak.

Un haut responsable militaire américain a déclaré mardi qu'il faut accorder une immunité de poursuites judiciaires aux troupes américaines dans le cadre de tout accord visant à prolonger leur stationnement en Irak au delà de la date limite de cette année, soulignant le fait que l'Irak doit se décider le plus tôt possible sur l'avenir de la présence des forces américaines.

"Ce genre d'accord, qui inclurait les privilèges et immunités pour nos hommes et femmes américains en uniforme a besoin de passer par le Conseil des représentants (parlement)," a déclaré l'amiral Mike Mullen, le chef d'Etat-major interarmées des Etats-Unis., lors d'une conférence de presse à Bagdad.

La demande de M.Mullen d'une immunité pour les troupes américaines qui restent en Irak après la fin de 2011 pourrait compliquer davantage la situation pour le gouvernement d'union irakien, qui a déjà trouvé difficile de persuader les blocs politiques rivaux d'accepter le maintien de certaines troupes américaines au-delà de la date limite.

M.Mullen est arrivé lundi à Mossoul, une ville du nord de l'Irak, pour une visite surprise et y a rencontré les troupes américaines avant de s'envoler pour Bagdad quelques heures plus tard dans le but de rencontrer les dirigeants irakiens et les inciter à décider rapidement s'ils veulent que les troupes américaines restent dans le pays au-delà de la date limite.

"Je crois qu'ils comprennent également que le temps s'écoule rapidement, or il nous faut un certain temps pour que nous soyions en mesure d'examiner toute autre option," a déclaré M.Mullen à des journalistes.

"Nous avons vraiment besoin d'une décision maintenant. J'espère que la décision des dirigeants irakiens d'entrer dans des négociations avec les Etats-Unis sera prise très rapidement", a ajouté Mullen.

Lundi soir, M.Mullen a rencontré le président irakien Jalal Talabani et le Premier ministre Nouri al-Maliki, et a abordé avec eux le besoin urgent d'une décision sur l'avenir des troupes américaines.

Durant sa rencontre avec Mullen, M. Maliki a confirmé la position de son gouvernement selon laquelle il appartient aux dirigeants des blocs politiques et au parlement de prendre la décision finale, selon un communiqué du bureau de Maliki.

Maliki espère que les dirigeants politiques vont prendre une décision de principe lors de leur réunion prévue plus tard mardi, après avoir manqué à plusieurs reprises de s'entendre sur une décision finale.

Les forces militaires américaines se retirent complètement d'Irak d'ici la fin de 2011, selon un accord sur le Statut des forces (SOFA), signé fin 2008 entre Bagdad et Washington.

M.Maliki a régulièrement indiqué auparavant que le SOFA ne peut pas être renouvelé tel que mentionné dans l'accord, mais qu'il s'attendait à un nouveau type d'accord entre les deux parties pour décider du maintien d'une petite force américaine après la date limite, essentiellement pour la formation des troupes irakiennes.

2 août 2011

<http://french.cri.cn/781/2011/08/02/302s249979.htm>

Domages Collatéraux... le Pentagone prolonge

K. Selim : La retraite des assassins

C'est un scandale permanent de savoir que ceux qui ont provoqué cette destruction fondamentale ne seront jamais tenus de rendre des comptes.

Au lendemain d'une série d'attentats particulièrement sanglants, la presse américaine est quasi unanime pour constater que rien n'est réglé en Irak. Des centaines de milliards dépensés et des milliers de vies perdues depuis l'invasion du pays par les troupes américaines en 2003, n'ont pratiquement servi à rien, constate sombrement le *New York Times*.

Pour les médias américains, le souci principal est que les troupes américaines, censées commencer leur retrait d'ici la fin de l'année, seront contraintes d'y rester. Certains spéculent sur le fait que ces attentats sont un signal iranien indiquant que Téhéran ne laissera pas tomber, sans réagir, son allié syrien qu'il juge sous pression américaine.

Rien ne permet de confirmer toutes ces conjectures. Mais tout est possible dans un pays qui a été littéralement assassiné et massacré par la décision prise par Bush, Cheney, Rumsfeld et les idéologues néoconservateurs d'envahir l'Irak. Ces hommes, qui sont directement responsables de crimes massifs, jouissent d'une paisible retraite.

Le procureur du TPI, qui, à juste titre, a une dent contre les dictateurs africains, ne songerait même pas en rêve à demander des comptes à des criminels qui ont menti à leur peuple et au monde entier pour entreprendre la destruction massive d'un pays.

L'Irak est aujourd'hui sans la dictature de Saddam Hussein mais ce n'est pas un pays libre. C'est un pays qui a été rendu problématique par une agression violente qui a succédé à de longues et éprouvantes années d'embargo. Il faut le souligner, l'Irak n'a pas été détruit au niveau matériel seulement. Bush and Co ont cassé l'âme de ce pays, qui pouvait s'affirmer, malgré la dictature, dans une identité irakienne qui transcende les différences communautaires.

Les journaux américains s'inquiètent du « coût » de la présence américaine en Irak -comme si la guerre n'était pas l'aubaine du complexe militaro-industriel-, mais qui peut estimer ce qui a été perdu pour les Irakiens ? Les divisions sectaires qui sont en train de détruire l'Irak ont été activées par les Américains, et les Irakiens n'arrivent pas à trouver le moyen de refermer la blessure.

C'est un scandale permanent de savoir que ceux qui ont provoqué cette destruction fondamentale ne seront jamais tenus de rendre des comptes. Les mensonges sur les armes de destruction massive martelés comme une évidence et repris, sans le moindre examen critique, par les grands médias américains, peuvent-ils être oubliés ? Les supplétifs politiques d'une guerre pour le plaisir menée par Bush-Cheney ont, à l'instar de Tony Blair, tenté d'inventer, a posteriori, un objectif démocratique à l'expédition. Un autre mensonge de plus. Et l'État de l'Irak aujourd'hui est édifiant sur cet aspect. L'Irak, qui n'en finit pas de se déchirer, est le fruit d'actions menées par des assassins en retraite.

Comment ne pas se souvenir, face à la petitesse sanglante de ces hommes, de la grandeur de l'Américain Ramsay Clark, grand homme et grand combattant de la vérité et de la justice. Ce pourfendeur des Bush père et fils incarne la vraie grandeur des États-Unis.

Selim –

18 août 2011

Éditorial Le Quotidien d'Oran

L'Irak à vendre

41 entreprises en lice pour les gisements pétro-gaziers.

Le ministère irakien du Pétrole a choisi 41 sociétés étrangères qui participeront aux appels d'offres pour l'exploitation de douze lots de gisements de pétrole et de gaz qui débutera en janvier 2013, rapporte lundi l'agence Dow Jones citant le ministère irakien.

Le potentiel des nouveaux gisements est estimé à environ 10 milliards de barils de pétrole et près de 820 milliards de mètres cubes de gaz.

Parmi les sociétés choisies par le ministère irakien figurent les groupes russes Lukoil, Gazprom, TNK-BP, Rosneft, Bashneft, les britanniques BP et Shell, le français Total, le chinois CNPC, l'italien ENI, ainsi que les compagnies américaines Occidental Petroleum, Chevron et ExxonMobil.

Ria Novosti

Khaled Desouki : L'Irak récupère 216 millions de dollars en France et au Koweït.

Le gouvernement irakien a récupéré quelque 216 millions de dollars placés sur des comptes de deux anciens dignitaires du régime de Saddam Hussein dans des banques en France et au Koweït, selon la commission irakienne de lutte contre la corruption. |

Le gouvernement irakien a récupéré quelque 216 millions de dollars placés sur des comptes de deux anciens dignitaires du régime de Saddam Hussein dans des banques en France et au Koweït, selon la commission irakienne de lutte contre la corruption.

"D'ici deux mois, grâce à l'aide de l'ambassade des Etats-Unis à Bagdad, 106 millions de dollars déposés à l'Union des banques françaises et arabes (UBAF) et l'équivalent de 10 millions dollars en différentes devises dans d'autres banques françaises, au nom d'un haut dignitaire" de l'époque de Saddam Hussein seront rapatriés en Irak, a indiqué sur son site la commission pour l'Intégrité.

Par ailleurs, à la mi-août, "avec l'aide de l'ambassade des Etats-Unis, 100 millions de dollars ont été retrouvés dans une banque au Koweït également sur le compte d'un ancien responsable de l'ancien régime et ont été transférés au Fonds de développement de l'Irak qui est supervisé par le ministère de la Défense", a-t-elle ajouté.

Khaled Desouki :

Publié le 17.09.2011, 15h18

<http://www.leparisien.fr/flash-actualite-monde/l-irak-recupere-216-millions-de-dollars-en-france-et-au-koweit-17-09-2011-1612801.php>

1 La résistance contre l'agresseur

22/08/2011

L'accord sécuritaire signé entre Bagdad et Washington prévoit un retrait total des forces d'occupation à l'horizon 2011.

Toutefois, les Américains cherchent divers prétextes pour prolonger leur présence.

IRIB-

Analyse

Alors que les troupes américaines se préparent à quitter l'Irak d'ici la fin de l'année,

24/08

Au moins cinq personnes, dont une femme et un enfant, ont été tuées et neuf autres blessés aujourd'hui dans une série d'attaques dans la province de Diyala, au centre de l'Irak, selon des sources de sécurité et hospitalières.

Firas al-Doulaimi, un médecin à l'hôpital général de Baqouba, a confirmé de son côté le bilan de quatre morts et de sept blessés.

AFP - Avec Reuters

<http://lci.tf1.fr/filnews/monde/irak-six-personnes-dont-trois-policiers-tuees-dans-de-nouvelles-6662628.html>

Action de la Résistance :

01.09.

Trente-cinq détenus soupçonnés se sont évadés d'un centre pénitentiaire provisoire de Mossoul, dans le nord de l'Irak, en passant par les égouts, ont fait savoir ce jeudi les autorités.

Vingt et un ont été repris et un couvre feu a été décrété dans ce bastion de la résistance situé à 400 km au nord de Bagdad.

Avec Reuters

b) Occupation : Analyse & déclaration

Etats-Unis

Retrait des troupes US, mais déploiement de 3 000 conseillers et instructeurs du privé !!!

Resteront?

Resteront pas?

Si l'on en croit de récentes déclarations du Premier ministre Maliki, le retrait d'Irak des troupes US (46 000 hommes environs) sera total à la fin de l'année, conformément aux accords de 2008. Mais...

"Nous avons acheté et reçu des Américains des armes, des chars, des avions et nous allons acheter des chasseurs (*ndla: des F-16*) et nous avons des bateaux de guerre. Ce dont nous avons besoin, ce sont des formateurs", a-t-il déclaré lors d'un entretien à la chaîne de télévision *Iraqiya*. Une mesure, le recours à des *contractors*, qui n'a pas à être approuvée par le Parlement irakien.

Un proche du Premier ministre a été plus précis: "Du point de vue US, nous aurions besoin de 6 000 à 7 000 conseillers pendant les 5 prochaines années. Mais nous pensons que nous n'en avons pas besoin de plus de 2 000 à 3 000 (...). Nous n'avons pas besoin de troupes de combat... Nous avons aussi une coopération en matière de renseignement avec les Américains".

Pas de bases mais des centres de formation et d'entraînement donc, où les conseillers/formateurs US pourraient entraîner les troupes irakiennes. Deux centres pour la police et l'armée à Bagdad, un pour l'infanterie à Mossoul, un pour l'armée de l'air à Kirkouk, un pour la marine à Bassorah et le dernier à Taji (nord de Bagdad) pour la cavalerie.

Disons 3 000 formateurs qui auront besoin de 2 000 *contractors* pour le soutien et la logistique, auxquels s'ajouteront les 5 000 *security contractors* que le DoS (Département d'Etat) va positionner pour protéger ses emprises et son personnels. Soit une dizaine de milliers de mercenaires. Si le projet se concrétise, les appels d'offres ne devraient pas tarder à être lancés. Une aubaine pour les futurs démobilisés américains qui auront du mal à trouver du travail sur le marché CONUS (*continental US*). Le marché OCONUS (*outside continental US*) a donc de beaux jours devant lui.

<http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr/archive/2011/09/01/irak-retrait-des-troupes-us-mais-3000-conseillers-et-instruc.html>

26-08

Washington compte encore 43.000 hommes en Irak, contre 170.000 au maximum de sa présence militaire. Ils devront tous avoir quitté le sol irakien le 31 décembre en vertu d'un accord bilatéral conclu avec Bagdad.

Avec Reuters

2 Politique - Irak

Maliki

Nouri al-Maliki va signer un accord pour le maintien de troupes américaines dans son pays...

Les dirigeants politiques irakiens ont convenu de donner le feu vert au Premier ministre Nouri al-Maliki pour qu'il s'entretienne avec les Etats-Unis sur le maintien de certaines de leurs troupes en Irak après la date-limite de fin 2011 comme entraîneurs des forces de sécurité irakiennes, a déclaré mercredi un responsable irakien.

"Les dirigeants politiques irakiens se sont mis d'accord lors de leur réunion ce soir (mardi soir) pour autoriser le gouvernement irakien à ouvrir des discussions avec la partie américaine sur le maintien de certaines troupes seulement dans le but d'entraîner les forces de sécurité irakiennes", selon une déclaration télévisée lue par le vice-Premier ministre Roj Noori Shawis, à l'issue d'une réunion de plus de quatre heures qui a pris fin dans la nuit dans la résidence du président irakien Jalal Talabani.

La nouvelle décision prise par les dirigeants des blocs politiques permettrait à une petite partie des troupes américaines de rester en Irak après la date limite de la fin de 2011 seulement pour entraîner les forces irakiennes en conformité avec l'Accord-Cadre stratégique, signé plutôt entre Bagdad et Washington dans le cadre de l'Accord sur le Statut des Forces (SOFA).

La décision a été prise après que l'amiral Mike Mullen, le chef d'état-major interarmées des Etats-Unis, qui a effectué une visite à Bagdad, a rencontré lundi MM. Maliki et Talabani et leur a demandé de décider aussi rapidement que possible s'ils voulaient voir les troupes américaines rester dans leur pays après la date limite.

Durant sa rencontre avec M. Mullen, M. Maliki a confirmé la position de son gouvernement selon laquelle il appartient aux dirigeants des blocs politiques et au Parlement de prendre la décision finale, apprend-on d'un communiqué du bureau de Maliki.

Les forces militaires américaines se retireront définitivement d'Irak d'ici fin 2011, selon le SOFA, signé fin 2008 entre Bagdad et Washington.

M.Maliki a régulièrement indiqué auparavant que le SOFA ne pourrait pas être renouvelé tel que mentionné dans l'accord, mais qu'il s'attendait à un nouveau type d'accord entre les deux parties pour décider du maintien d'une petite partie des forces américaines après la date limite, afin qu'elles aident à la formation des troupes irakiennes.

xinhua

2011-08-03

<http://french.cri.cn/621/2011/08/03/301s249997.htm>

b) Les grandes manœuvres

Moqtada al-Sadr rejette toute présence américaine après 2011

Toute présence américaine en Irak après 2011 sera considérée comme une occupation nécessitant une résistance militaire, a annoncé Moqtada al-Sadr le porte-parole des chiites irakiens cité par le portail d'informations Al Nile.

Selon sa déclaration diffusée sur Internet, les soldats américains qui resteront en Irak en tant que formateurs militaires doivent être "considérés comme des occupants" contre lesquels il convient de "résister par des moyens armés" sur l'ensemble du territoire du pays.

Le leader chiite a notamment promis de réactiver sa puissante milice, l'Armée du Mahdi, qui perpétrait régulièrement des attaques contre les troupes américaines stationnées en Irak avant de suspendre ses activités en 2008.

Selon al-Sadr, le prolongement de la présence américaine en Irak porte atteinte à la fierté nationale de la population, tandis que "le feu vert donné par le gouvernement national à la prolongation de l'occupation américaine témoigne de sa faiblesse".

RIA Novosti

8 août -

<http://fr.rian.ru/world/20110808/190397717.html>

08-08

Les principaux partis politiques irakiens se sont entendus mercredi dernier pour autoriser le gouvernement à négocier avec Washington le maintien d'un contingent limité de formateurs militaires au-delà de la date butoir de fin 2011, après laquelle les 47.000 soldats américains présents en Irak doivent quitter le pays.

RIA Novosti

8 août -

c) Sur le terrain

L'Irak va négocier avec les Etats-Unis le maintien de "formateurs"

Les dirigeants politiques irakiens ont donné leur feu vert à leur gouvernement pour entamer des négociations avec les Etats-Unis sur le maintien de forces américaines en Irak pour une mission de formation après fin 2011, a indiqué un ministre mercredi à l'AFP.

"Les partis politiques sont tombés d'accord pour laisser le gouvernement démarrer des négociations avec la partie américaine sur les seules questions de formation" après fin 2011, date prévue pour le retrait total des forces américaines d'Irak, a déclaré le ministre des Affaires étrangères Hoshyar Zebari à l'issue d'une réunion politique de plusieurs heures à ce sujet.

"Ceci est une déclaration d'intention pour permettre au gouvernement de démarrer des négociations. Il n'y a pas de détails sur des chiffres ou sur de nouveaux accords", a ajouté le ministre, qui a participé aux négociations entre les formations politiques irakiennes aux côtés du Premier ministre Nouri al-Maliki.

Cet accord intervient quelques heures après la visite à Bagdad du plus haut gradé de l'armée américaine, l'amiral Mike Mullen, qui avait insisté auprès des dirigeants irakiens sur l'urgence de prendre une décision au sujet de l'éventuel maintien de forces américaines en Irak au-delà de 2011.

Les Etats-Unis ont encore 47.000 soldats en Irak, qui doivent tous partir à la fin de l'année, selon l'accord de sécurité signé en novembre 2008 entre Bagdad et Washington. Les Etats-Unis ont proposé de maintenir un contingent sous prétexte de combler les lacunes dans la formation des forces de sécurité irakiennes.

Al Manar

03/08/2011

d) Finances

Adoption d'un projet de loi sur le pétrole et le gaz.

28 août

Le gouvernement irakien a approuvé dimanche un projet de loi sur le pétrole et le gaz destiné à réglementer les activités de la principale ressource du pays, après des années d'impasse sur ce sujet.

Le texte, qui doit encore être approuvé par le Parlement, doit régir le secteur des hydrocarbures et répartir les responsabilités de la production entre Bagdad et les provinces.

Le vote d'une telle loi a été retardé régulièrement depuis 2007 en raison de divergences entre le gouvernement central de Bagdad qui souhaite avoir la haute main sur la gestion des ressources pétrolières et les autorités provinciales du Kurdistan, région riche en hydrocarbures, qui entendent garder la contrôle de leur richesse. L'Irak produit environ 2,7 millions de barils par jour, dont environ 2,1 millions sont exportés. Le pays tire 90% de ses revenus de son secteur pétrolier.

Le gouvernement central en Irak est entré en conflit avec la région autonome du Kurdistan sur la nature des accords pétroliers qu'elle a conclus avec des groupes étrangers, et la répartition des coûts et des bénéfices de ces opérations. Un accord provisoire sur la répartition des recettes a néanmoins été conclu en mai.

Le Kurdistan, qui a recommencé début février à pomper son pétrole pour l'exportation, espère porter sa production à 200.000 bj à la fin de l'année, contre 135.000 bj en mai.

AFP /

28 août

Almanar : Achat d'hôtels et d'immobiliers dans le pays, avec la collaboration de l'occupation américaine.

Un fait sans précédent se fait de plus en plus voir en Irak, celui de l'achat par des organisations sionistes d'hôtels et d'immobiliers dans le pays, avec la collaboration de l'occupation américaine.

En effet, cette action scandaleuse américano-sioniste a commencé dès l'invasion internationale de la Mésopotamie, et elle a pris de l'ampleur avec l'absence de tout contrôle du gouvernement.

Des députés irakiens ont assuré que des juifs sont bel et bien installés dans la circonscription de Babel, sous le prétexte de chercher des archéologies juives.

Selon le député Jomaa Atwani, membre de la coalition nationale, beaucoup de clauses de la Constitution ont besoin de législations juridiques détaillées à ce sujet. « C'est un point de faiblesse dont usent les organisations internationales et notamment sionistes, et dont nous remarquons la présence à Bagdad et à Babel », indique-t-il dans une interview à la chaîne AlManar.

L'affaire reste toutefois mystérieuse, mais elle est très probable. Pour la rue irakienne, la majorité des sociétés sécuritaires opérant en Irak sont juives, surtout qu'elles prennent pour siège les plus importantes villes du pays. La plupart d'entre elles ont déjà acheté leurs sièges, et refusent de les louer.

Certains politiciens irakiens accusent des personnalités influentes au sein de l'autorité irakienne de comploter avec les juifs pour assurer leur protection.

« Les juifs sont présents dans le pays sous la protection de l'occupation américaine. Ils prennent pour couverture les sociétés sécuritaires pour y opérer, révèle le politicien irakien Jawad Saedi.

« En contrepartie, certaines forces politiques irakiennes complotent avec les juifs. Certains même se réfugient chez les Américains et les juifs. Pour cette raison, nous n'écartons pas la possibilité que des membres juifs ou sionistes achètent ces immobiliers dans la capitale ou dans d'autres circonscriptions ».

Selon les fuites médiatiques, certaines organisations sionistes ont acheté 22000 bâtiments immobiliers et plus d'un millier d'hôtels à Bagdad et dans les autres circonscriptions avec des noms et des passeports israéliens, dont les propriétaires sont entrés officiellement en Irak.

Les Israéliens cherchent-ils à travers l'appropriation de ces biens à réaliser leur rêve d'un Etat de l'Euphrate au Nil ?

31/08/2011

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=29076&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=29&s1=1>

ALSTOM : obtient un contrat d'EUR66 millions en Irak.

Le groupe d'ingénierie Alstom SA (ALO.FR) a signé un contrat de 66 millions d'euros avec l'Irak portant sur la construction d'une sous-station électrique dans le gouvernorat de Nineveh, a déclaré un porte-parole du ministère irakien de l'électricité.

Mussab Al Mudaris a indiqué que l'Irak verserait 10% de la valeur du contrat par avance et que le paiement du solde serait étalé sur une période de trois ans. La centrale devrait être mise en service fin 2012, a-t-il précisé.

L'Irak souffre actuellement d'importantes coupures d'électricité, car les centrales du pays ne produisent qu'environ 7.000 megawatts d'électricité, soit moins de la moitié des besoins du pays.

<http://www.zonebourse.com/ALSTOM-4607/actualite/ALSTOM-obtient-un-contrat-de-EUR66-millions-en-Irak-13781706/>

b) Des occupants

Usa

Extension ?

Une série d'attaques frappe plus d'une quinzaine de villes...

Une série d'attaques a frappé plus d'une quinzaine de villes en Irak lundi matin faisant au moins 66 morts et plus de 230 blessés, selon un nouveau bilan provisoire.

Ce bilan est le plus élevé en une journée depuis le début de l'année.

Outre les villes saintes de Najaf et Kerbala, ont été frappées dans la matinée de lundi les villes de Kout, Tikrit, Bagdad, Taji, Kirkouk, Ramadi, Khan Beni Saad, Iskandariya, Mossoul, Balad et plusieurs localités de la province de Diyala dont Baqouba.

L'attaque la plus meurtrière, un double attentat à la bombe, a fait au moins 40 morts et 65 blessés à Kout, à 160 km au sud-est de Bagdad, selon Ghalid Rashid Khazaa, un porte-parole des services de santé de la région de Wasit, dont Kout est le chef-lieu.

Cette série d'attentats intervient alors que les principales composantes politiques irakiennes ne sont pas favorables au maintien d'un contingent américain après la date butoir de fin 2011.

Les Etats-Unis ont encore 47.000 soldats en Irak, qui doivent tous partir à la fin de l'année, selon l'accord de sécurité signé en novembre 2008 entre Bagdad et Washington.

Or, Washington exerce des pressions sur le gouvernement irakien pour qu'il accepte le maintien de soi-disant formateurs américains dans le pays.

16/08/2011

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=18&frid=18&eid=27226>

Les Etats-Unis sont le principal accusé des attentats...

« Les Etats-Unis sont le principal accusé des attentats à Nadjaf » c'est ce qu'a affirmé, un député du parlement irakien, cité par la Chaîne al-Alam. « Pour justifier le prolongement de leur présence militaire, les Etats-Unis cherchent à suggérer que les forces irakiennes sont incapables d'assurer la sécurité du pays » a-t-il précisé estimant que Washington tentait de faire ainsi des pressions sur le gouvernement irakien. 68 personnes ont été tuées et 238 autres blessées, hier, au cours des attentats dans diverses régions de l'Irak, dont Nadjaf.

16/08/2011

IRIB

Politique intérieure

La justice autorise des poursuites contre Rumsfeld.

États-Unis La justice américaine a autorisé deux Américains à poursuivre l'ancien secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld pour torture pendant leur détention en Irak par l'armée américaine. Une cour d'appel fédérale a confirmé lundi un jugement qui avait invalidé une décision du ministère de la Justice demandant l'abandon d'une procédure judiciaire entamée par Donald Vance et Nathan Ertell en 2006 contre M. Rumsfeld. À l'époque, MM. Vance et Ertell avaient informé le FBI qu'ils suspectaient leur employeur, Shield Group Security, une société de sécurité irakienne privée, de payer un cheikh irakien afin d'obtenir des contrats avec le gouvernement. Mais lorsque la société a commencé à douter de leur loyauté, ils ont été arrêtés par l'armée américaine et ont été emmenés au camp Cropper, près de l'aéroport de Bagdad, sans avoir le droit à un seul contact extérieur. Là-bas, ils auraient été victimes de violences, de privation de sommeil et auraient eu à supporter des conditions extrêmes, notamment par des expositions répétées à des lumières ou des bruits puissants, censés perturber le rythme biologique. M. Ertell a finalement été relâché six semaines plus tard, et M. Vance au bout de trois mois, sans qu'aucune charge n'ait été retenue contre eux. « Si les accusations des plaignants sont avérées, les deux jeunes civils ont eu le bon réflexe en dénonçant les agissements de la société au gouvernement américain, mais c'est finalement eux-mêmes qui auront été emprisonnés et torturés par leur propre gouvernement », souligne le texte de la décision. « Au-delà de la privation de sommeil et des conditions extrêmes de leur détention, les plaignants affirment qu'ils ont été menacés physiquement, qu'ils ont subi de mauvais traitements et ont été agressés par leurs geôliers, des officiers américains dont l'identité reste inconnue », selon le texte. « Ils racontent par exemple qu'on leur a fait porter une cagoule, qu'on a entouré leurs têtes de serviettes de bain, puis qu'on les a jetés contre les murs, alors qu'ils avaient les yeux bandés pendant les interrogatoires », précisent les juges. Les magistrats ont conclu que la gravité des accusations permettait de mettre en cause M. Rumsfeld pour avoir autorisé des techniques d'interrogatoire assimilées à de la torture ou pour ne pas avoir mis un terme à ces pratiques, alors qu'il avait été averti par de nombreux rapports de dérives (...) dans le traitement des détenus.

http://www.lorientlejour.com/category/Moyen+Orient+et+Monde/article/716922/La_justice_autorise_des_poursuites_contre_Rumsfeld.html

Prisons, exactions & torture

22/08/2011

Une base militaire américaine a été prise pour cible de trois roquettes de Katioucha dimanche.

La base en question se trouve au nord de la province de Hilla. Il s'agit de la quatrième attaque du genre à avoir été perpétrée contre cette garnison depuis trois mois mais les Américains refusent de publier le bilan des pertes et des dégâts.

IRIB-

<http://french.irib.ir/component/k2/item/137724-irakn-attaques-aux-missiles-contre-une-base-americaine-au-nord-de-babel>

3 Lutte pour la libération du territoire

Alors que les troupes américaines se préparent à quitter l'Irak d'ici la fin de l'année, ...

26-08

Selon les statistiques communiquées par le ministère irakien de la Santé, 1.449 civils sont morts dans les violences entre le 1er septembre 2010 et le début août 2011. Durant ces 11 mois, 543 policiers et 379 soldats irakiens ont été tués, selon des chiffres des ministères de l'Intérieur et de la Défense.

Les chiffres d'août 2011 ne sont pas encore disponibles.

Avec Reuters

26-08

Au moins 2.400 civils, policiers et militaires irakiens, ainsi que 35 soldats américains, ont été tués en Irak depuis que Washington a officiellement mis fin à sa mission de combat voici un an, selon des statistiques américaines et irakiennes.

Avec Reuters

Pertes déclarée du contingent en fin de mission de combat

Les armées répugnent à donner des chiffres officiels

35 soldats américains

Pertes des forces collaboratrice locales - Province non précisée

5 effectifs de la police ou du Conseil du réveil, tués ou blessés

5 effectifs de la police ou du Conseil du réveil irakiens ont été tués ou blessés, dans l'attaque d'assailants armés contre un check-point, dans la province de Diyala.

Selon l'agence Al-Sumeria News, des individus armés ont tiré, ce lundi matin, depuis une voiture, en direction d'un check point conjoint de la police et du Conseil du réveil irakiens, dans le Nord de Baaqouba, à l'Est de l'Irak. Deux policiers et un membre du Conseil du réveil de l'Irak ont été tués, tandis que deux autres policiers irakiens étaient blessés, au cours de cette attaque, ajoute le reportage.

5/8

<http://french.irib.ir/info/moyen-orient/item/139201-irak-5-effectifs-de-la-police-ou-du-conseil-du-reveil-tues-ou-blessés>

Les combats par provinces (extrait)

1-1 Bagdad

26/08

Dans la capitale, l'explosion d'une bombe ventouse placée sous une voiture a tué le conducteur et blessé deux autres personnes. Une voiture piégée a par ailleurs explosé au passage d'une patrouille militaire, dans l'est de la ville, tuant un civil et blessant 15 personnes, dont 11 militaires.

Avec Reuters

Hama, dans l'est de la capitale

26/08

Des hommes armés ont attaqué un poste de contrôle policier à Hama, également dans l'est de la capitale, tuant un policier.

Avec Reuters

1-2 Province d'Anbar (vaste territoire à l'ouest de Bagdad comprenant les villes de Amiriya, Baghdadi, Diyarah, Falloujah, Habbaniyah, Haditha, Haqlaniyah, Hawija Hit, Houssabayh, Karabilah, Khaldiyah, Koussaïba, Mahawil, Oubaïdi, Ramadi (capitale de la province d'Al-Anbar,) Kaïm (à la frontière avec la Syrie), Sindjar & Zaidan

Al-Qaim, ville proche de la frontière syrienne,
26/08

Une mine a explosé au passage d'un convoi transportant le général irakien Ismail Shahab. Son chauffeur a été tué et deux gardes du corps ont été blessés.

[Avec Reuters](#)

Falloudja, à 50 km à l'ouest de Bagdad,

02-01

Un policier a été tué et deux autres ont été blessés vendredi par l'explosion d'une voiture.

<http://fr.news.yahoo.com/>

Gharmah

26/08

Une voiture piégée a explosé près d'un commissariat de, à l'ouest de Bagdad, causant la mort de quatre policiers et en blessant six autres.

[Avec Reuters](#)

1-3 Province de Babylone 26/08

Une mine placée sur le bord d'une route à Allaoui (centre) a fait cinq blessés.

[Avec Reuters](#)

1-4 Province de Ninive (Mossoul (capitale de la région nord du pays - à 375 km au nord de Bagdad,) Hawijah, Kassak"(70 km au nord-est de Mossoul) & Tall Afar)

Mossoul

26/08

Un soldat irakien a été tué par l'explosion d'une bombe.

[Avec Reuters](#)

1-6 Province du Ta'mim

Kirkouk (Capitale de la province)

Tir

02-08

Extrait

Une voiture piégée a explosé mardi 2 août devant l'église syrienne-catholique de la Sainte-Famille à Kirkouk, faisant 15 blessés, parmi lesquels des femmes et des enfants.

L'attentat de Kirkouk intervient après la publication samedi d'un rapport américain affirmant que la sécurité s'est détériorée en Irak au cours des douze derniers mois.

Dans ce document, Stuart W. Bowen Jr, inspecteur général spécial chargé de la reconstruction de l'Irak, nommé par le Congrès, affirme que « l'Irak reste un endroit extraordinairement dangereux pour travailler » et « moins sûr qu'il y a douze mois ».

L'inspecteur s'inquiète également du transfert de la responsabilité de la formation des 302 000 policiers irakiens de l'armée américaine au département d'État, « une gageure avec moins de 200 conseillers sur trois sites ».

Présence militaire américaine

À cinq mois du retrait des 47 000 soldats américains, le rapport souligne l'instabilité qui règne dans la province de Diyala, à l'est de Bagdad, et le nombre croissant d'attaques visant la zone verte, le quartier ultraprotégé de Bagdad qui abrite l'ambassade américaine. Selon des statistiques irakiennes publiées lundi, le mois de juillet a été le deuxième mois le plus meurtrier de l'année en Irak avec 259 morts.

En visite mardi 2 août à Bagdad, l'amiral Mike Mullen, le plus haut gradé américain, a pressé les dirigeants irakiens de décider rapidement s'ils veulent le maintien d'une présence militaire américaine au-delà de la limite fixée à la fin de l'année.

Le premier ministre, Nouri Al Maliki, et d'autres leaders y sont favorables, contrairement à la majorité des députés.

<http://www.la-croix.com/Actualite/S-informer/Monde/En-Irak-un-attentat-vise-une-eglise-de-Kirkouk-EP-2011-08-02-695098>

L'Irak en chiffres (depuis le début de la guerre de conquête en mars 2003)

Cost of U.S. War and Occupation of Iraq

796.984533.895

11.43

<http://www.costofwar.com/>

http://www.nationalpriorities.org/costofwar_home

4 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Wikileaks et Cantona servent-ils à quelque chose?

Film sur l'Irak : projection de [Route Irish de Ken Loach](#),

suivi d'une intervention-débat de Michel Collon.

http://www.dailymotion.com/video/xg7v0u_wikileaks-et-cantona-servent-ils-a-quelque-chosey_news#from=embed

5 Les brèves

Ndlr : la publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyses ou le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information.

5-1 L'Irak récupère 216 millions de dollars en France et au Koweït.

Publié le 17.09.2011, 15h18

Le gouvernement irakien a récupéré quelque 216 millions de dollars placés sur des comptes de deux anciens dignitaires du régime de Saddam Hussein dans des banques en France et au Koweït, selon la commission irakienne de lutte contre la corruption. | **Khaled Desouki**

Le gouvernement irakien a récupéré quelque 216 millions de dollars placés sur des comptes de deux anciens dignitaires du régime de Saddam Hussein dans des banques en France et au Koweït, selon la commission irakienne de lutte contre la corruption.

"D'ici deux mois, grâce à l'aide de l'ambassade des Etats-Unis à Bagdad, 106 millions de dollars déposés à l'Union des banques françaises et arabes (UBAF) et l'équivalent de 10 millions dollars en différentes devises dans d'autres banques françaises, au nom d'un haut dignitaire" de l'époque de Saddam Hussein seront rapatriés en Irak, a indiqué sur son site la commission pour l'Intégrité.

Par ailleurs, à la mi-août, "avec l'aide de l'ambassade des Etats-Unis, 100 millions de dollars ont été retrouvés dans une banque au Koweït également sur le compte d'un ancien responsable de l'ancien régime et ont été transférés au Fonds de développement de l'Irak qui est supervisé par le ministère de la Défense", a-t-elle ajouté.

<http://www.leparisien.fr/flash-actualite-monde/l-irak-recupere-216-millions-de-dollars-en-france-et-au-koweit-17-09-2011-1612801.php>

6 Dossier & Point de vue

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

6-1 Guy Delorme : Syrie/Irak/Iran : Un gazoduc très politique.

Il semble qu'au bout de quatre mois de manœuvres et pressions en tous genres, les Américains aient finalement échoué dans leur projet de marginalisation de la Syrie dans la région. En effet, la Turquie a baissé le ton vis-à-vis de Damas, au grand dam de certains déstabilisateurs qui ont espéré très fort, voici un ou deux mois, que l'armée d'Ankara franchirait la frontière pour « protéger » les populations – en partie turcophones – de la région de Jisr al-Choughour. Mais l'armée syrienne a chassé les activistes salafistes, réoccupé ses postes frontières, et les réfugiés de Turquie se sont mis à rentrer au pays.

Le gouvernement de Damas vient de marquer un autre point important sur le front diplomatique régional avec la signature, lundi 25 juillet, à Téhéran, d'un « *mémoire d'entente* » sur la réalisation d'un gazoduc de 5 600 kilomètres de longueur, permettant le transport quotidien de 110 millions de m³ de gaz iranien vers l'Europe via la Syrie et l'Irak. Plusieurs sociétés européennes devraient être associées à l'exploitation de ce « *gazoduc islamique* ».

Le ministre syrien du pétrole et de la Richesse minière, Sofiane Allaou, a apposé sa signature aux côtés de celles de ses homologues iraniens Mohammad Ali Abadi et irakien Abdel Karim al-Laebi. L'ambassadeur syrien à Téhéran, Hamed Hassan, assistait à la séance de signatures. De son côté, le ministre iranien des Affaires étrangères, Rahmin Mehmanparast, a estimé que ce gazoduc servirait les intérêts des pays de la région.

Les amis de mes amis...

Bien évidemment, un tel accord entre Damas, Bagdad et Téhéran, dans le contexte tendu que connaît la Syrie, a une dimension autant politique qu'économique. Si les bonnes relations entre l'Iran d'Ahmadinejad et la Syrie d'al-Assad sont une réalité bien intégrée par la géopolitique régionale, celles existant entre l'Irak post-Saddam et la Syrie de Bachar sont moins aisées à analyser. On sait que les deux pays partageaient jadis peu ou prou la même filiation baasiste, nationaliste arabe et laïque. Mais la personnalité de Saddam Hussein avait transformé cette proximité idéologique en rivalité régionale – et personnelle avec Hafez al-Assad – qui avait culminé en 1991 avec la participation d'un contingent syrien à la coalition anti-irakienne lors de la première Guerre du Golfe. Après la chute du rais de Bagdad en 2003 et le chaos sanglant qui s'en est suivi, la Syrie, on le sait, a accueilli près d'un million et demi de réfugiés irakiens qui, pour la majorité d'entre eux, sont restés dans leur nouvelle patrie.

La nouvelle majorité politique issue des élections irakiennes, qui est l'expression de la majorité démographique chiite, est proche de Téhéran, principal allié régional de Damas. On ne peut en tous cas que constater un renforcement – récent – des relations entre les deux pays, dont l'un est tout de même toujours occupé par plus de cinquante-mille G.I.'s. On pourrait presque dire qu'avec leur guerre injuste et tellement coûteuse en hommes et en dollars, les Américains ont finalement travaillé en Irak pour l'Iran et, par ricochet diplomatique, pour la Syrie ! Syriens et irakiens se trouvant actuellement confrontés aux mêmes ennemis immédiats, à savoir des terroristes islamistes plus ou moins proches d'Al-Qaïda, voire de l'Arabie Saoudite.

Le nouveau régime irakien, sous étroit contrôle américain, a d'abord reproché à son voisin d'héberger sur son sol plusieurs des activistes islamiques opérant en Irak. Mais la proximité géographique et les intérêts commerciaux bien compris avaient conduit les deux nations à renouer officiellement, en novembre 2006, des relations diplomatiques normales. Interrompues pendant plus d'une année en 2009/2010, suite à un litige portant sur la présence d'opposants baasistes irakiens en Syrie, ces relations ont été rétablies en septembre 2010, à la demande des Irakiens.

L'économie est donc un vecteur de la politique et de la diplomatie entre les deux pays : une délégation syrienne forte de 136 hommes d'affaires est attendue mercredi 27 juillet à Bagdad, avec à sa tête le ministre de l'Economie Mohammad Nida al-Chaara, pour une réunion plénière du comité ministériel mixte syro-irakien. Lequel comité doit plancher sur les mesures et traités propres à développer les échanges commerciaux entre les deux pays. Qui sont déjà liés par un certain nombre d'accords dans différents domaines. Entre autres, des protocoles de coopération industrielle signés en 2009, ainsi que des accords de coopération scientifique et techniques, portant aussi bien sur le pétrole, le gaz et l'électricité que le secteur bancaire. Ajoutons que l'Irak est le premier partenaire commercial de Damas.

De l'économie à la politique il n'y a décidément qu'un pas et Bachar al-Assad a reçu mardi 26 juillet un message de son homologue irakien Jalal Talabani, que lui a transmis Adel Abdel Mahdi, envoyé spécial irakien (voir photo ci-dessous) La signature de cet accord sur le « gazoduc islamiste » apparaît donc bien comme un échec de la stratégie américaine d'isolement de la Syrie, et comme un geste d'indépendance du gouvernement irakien de Nouri al-Maliki, en place depuis décembre 2010, à quelques mois du retrait des dernières troupes américaines, qui devrait être achevé en décembre prochain.

Guy Delorme

27 Juillet

<http://www.infosyrie.fr/focus/syrieirakiran-un-gazoduc-tres-politique/>

6-2 Total sera jugé pour corruption en Irak .

Nb - Ndlr : la publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse ou le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information.

Le groupe pétrolier français Total, son PDG Christophe de Margerie et 18 autres personnes seront jugées en 2012 dans l'enquête sur le programme de l'Onu "Pétrole contre nourriture" dans l'Irak de Saddam Hussein, de 1996 à 2003.

Un juge d'instruction a ordonné fin juillet le renvoi de la première société française pour "corruption active, complicité et recel de trafic d'influence" devant le tribunal correctionnel. Christophe de Margerie est poursuivi pour "complicité d'abus de biens sociaux", a dit à Reuters une source judiciaire.

Parmi les autres suspects figurent l'ancien ministre de l'Intérieur Charles Pasqua, poursuivi pour "trafic d'influence et corruption passive", Serge Boidevaix, ex-secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, et Jean-Bernard Mérimée, représentant de la France à l'Onu de 1991 à 1995.

Le parquet de Paris, qui avait requis un non-lieu, ne fera pas appel de cette décision comme il en avait pourtant la possibilité jusqu'à ce mardi, dernier délai. La décision est donc définitive et le procès se tiendra à Paris courant 2012.

Total, troisième groupe pétrolier européen par la capitalisation boursière, est mis en examen depuis 2010 comme personne morale.

"Nous sommes confiants dans l'issue du procès et sur le fait qu'il sera établi que Total sera lavé de ces allégations et les accusations abandonnées", a déclaré à Reuters un porte-parole de la compagnie. (ndlr - ...)

DIX MILLIARDS DE DOLLARS DÉTOURNÉS

Mis en œuvre entre 1996 et 2003 en Irak, le programme "pétrole contre nourriture" était censé soulager les souffrances endurées par le peuple irakien en lui permettant, malgré l'embargo imposé après la première guerre du Golfe en 1991, de vendre une partie de son pétrole..

Le programme a donné lieu à une opération de corruption au plan international, selon un rapport de l'Onu. Sont en cause des paiements supplémentaires ou "surcharges" versées par Total pour acquérir des cargaisons de pétrole irakien, et constatées par l'Onu. Total affirme n'avoir rien su de ces surcharges.

Plus de dix milliards de dollars auraient été détournés, selon un rapport de l'Onu qui a mis en cause des personnalités politiques du monde entier.

Christophe de Margerie, ancien directeur de Total pour le Moyen-Orient, et plusieurs cadres de la société pétrolière sont mis en examen pour les contrats réalisés en Irak dans ce cadre.

Sont aussi mis en examen des bénéficiaires présumés des largesses du régime de Saddam Hussein, sur la base d'une liste saisie dans les archives officielles irakiennes et publiée dans un rapport de l'Onu.

Ces personnalités issues le plus souvent de la droite française auraient perçu de l'argent sous forme de "coupons" pétroliers ou droits de tirage, revendus ensuite à des sociétés habilitées à extraire le brut irakien.

Outre Charles Pasqua (ministre de l'Intérieur de 1993 à 1995), Serge Boidevaix et Jean-Bernard Mérimée, sont renvoyés en correctionnelle notamment Gilles Munier, secrétaire général de l'Association des amitiés franco-irakiennes, Michel Grimard, ancien membre du conseil national du RPR, ou encore Claude Kaspereit, fils d'une figure du gaullisme.

En charge du dossier de 2002 à 2007, le juge Philippe Courroye, qui s'était rendu en Irak où il a interrogé des dignitaires de l'ancien régime dont l'ancien chef de la diplomatie Tarek Aziz, a pu établir certains faits. Jean-Bernard Mérimée a ainsi reconnu avoir financé des travaux dans une résidence au Maroc avec l'argent perçu.

Le juge Courroye avait mis en examen Christophe de Margerie, en tant qu'ancien directeur pour le Moyen-Orient, mais pas Total, et le parquet avait donc requis un non-lieu en 2009 en invoquant des motifs juridiques pour écarter tout délit.

Le juge, Serge Tournaire, qui a remplacé en bout de procédure Philippe Courroye, devenu procureur de Nanterre, a finalement mis en examen Total. Le procès se déroulera donc a priori sans accusation, puisque le parquet ne voulait pas d'un procès. Plusieurs mois d'audience devront être réservés à Paris.

03/08/2011.

Al Manar

6-3 LEMONDE.FR, Reuters : La participation de la Grande-Bretagne à l'invasion de l'Irak était liée aux intérêts des firmes pétrolières britanniques.

La Grande-Bretagne discutait de l'exploitation du brut irakien avec les géants pétroliers britanniques cinq mois avant d'envahir l'Irak avec les Etats-Unis, rapporte mardi 19 avril le quotidien The Independent.

Citant des documents obtenus par l'activiste Greg Muttiit, spécialiste du pétrole irakien, le journal affirme que des responsables gouvernementaux ont rencontré, à cinq reprises au moins, les compagnies BP et Royal Dutch Shell en octobre et novembre 2002. L'objectif était, selon des propos qu'aurait tenus à l'époque le responsable du Moyen-Orient au Foreign Office, d'assurer à ces deux entreprises britanniques une part des grandes ressources pétrolières de l'Irak après la chute de Saddam Hussein.

La participation de la Grande-Bretagne à l'invasion de l'Irak en 2003 a été la décision la plus controversée de Tony Blair lors de son passage à Downing Street.

De nombreux Britanniques ont accusé le premier ministre d'avoir menti sur les raisons de l'intervention militaire, les armes de destruction massive n'ayant jamais été trouvées sur le sol irakien. Selon les documents révélés par

[The Independent](#), BP a déclaré au ministère des affaires étrangères que l'Irak "était plus important que tout ce qu'on avait vu depuis bien longtemps".

La ministre du commerce de l'époque, [Elizabeth Symons](#), aurait dit au groupe pétrolier que, compte tenu du soutien apporté par Blair au projet du président américain George W. Bush, les entreprises britanniques obtiendraient probablement une part des réserves de gaz et de pétrole de l'Irak. Une porte-parole du Foreign Office n'a pas souhaité faire de commentaires dans l'immédiat. BP et Shell sont restés, quant à eux, injoignables.

D'accord, pas d'accord ? Réagissez aux articles du Monde.fr

Pour réagir, devenez abonné pour seulement 15€ /mois + 1 mois offert. [Abonnez-vous](#) et Découvrez les 43réactions

[LEMONDE.FR](#) avec [Reuters](#) |

Géographie de l'Irak

L'Irak est divisé en 18 provinces (*muhafazat*, au singulier *muhafazah*):

- Superficie : 437 072 km² (dont 4 910 km² d'eau)
L'Irak est divisé en 18 provinces (*muhafazat*, au singulier *muhafazah*):
 - [Al Anbar](#)
 - [Al Basrah](#)
 - [Al Muthanna](#)
 - [Al Qadisiyah](#)
 - [An Najaf](#)
 - [Arbil](#)
 - [As Sulaymaniyah](#)
 - [At Ta'mim](#)
 - [Babil](#)
 - [Bagdad](#)
 - [Dahuk](#)
 - [Dhi Qar](#)
 - [Diyala](#)
 - [Kerbala](#)
 - [Maysan](#)
 - [Ninawa](#)
 - [Salah ad Din](#)
 - [Wasit](#)

VILLES importantes

- [Bagdad](#)
- [Bassorah](#)
- [Duhok](#)
- [Falloujah](#)
- [Mossoul](#)
- [Arbil](#)
- [Kirkouk](#)
- [Souleymaniah](#)

Frontières : 3 650 km

- [Iran \(1 458 km\)](#)
 - [Jordanie \(181 km\)](#)
 - [Koweït \(240 km\)](#)
 - [Arabie saoudite \(814 km\)](#)
 - [Syrie \(605 km\)](#)
 - [Turquie \(352 km\)](#)
-

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme* - Article 19